



Editorial : Un Xi peut en cacher un autre

Sommaire N° 16-17 (2016)

du 9 au 15 mai 2016

Editorial

Un Xi peut en cacher un autre

Economie

La Chine en quête de relance

Sport

Le grand plan du football 2050, une pyramide inversée

Agriculture

Céréales, la révolution silencieuse

Technologies & Internet

Baidu en pleins remous

Santé

Puériculture - la grande surprise

Architecture - Urbanisme

Le nouveau Caire sera chinois ou ne sera pas

Energie

Barrage de Suwalong, un mammoth utile ?

Petit Peuple

Guanmashan (Jilin) - La grande aventure de Sun Jifa, aux mains d'argent (2ème partie)

Rendez-vous

Semaine du 9 au 15 mai 2016

Ces derniers jours, le Président Xi Jinping multiplie les déclarations en contrepoint de son action – refaçonnant mystérieusement sa propre image.

Ren Zhiqiang, « tycoon » blogueur aux 38 millions d'abonnés, avait osé en février critiquer la campagne de Xi visant à bâillonner les médias. Le bureau pékinois de la propagande contre-attaquait : Ren avait « perdu l'esprit du Parti », « rejoint l'opposition ». En principe, ses jours en liberté étaient comptés. Or, suite à cette insolence, la police se contenta de fermer son blog. Puis le 2 mai, le verdict tombait : Ren n'était pas arrêté, mais suspendu pendant un an du Parti - une tape sur les doigts ! Le 30 avril, Xi déclarait devant 70 citoyens que le Parti devait « faire confiance à ses intellectuels » et « tolérer leurs critiques... même celles incorrectes et préjugées ». Xi prenait les devants 8 jours plus tôt lors d'un séminaire de politique du cyber-espace, appelant à plus de tolérance envers les critiques « bienveillantes » : pour le bien du Parti, les cadres devraient apprendre à devenir de « vrais amis des intellectuels ».

Entre la légère sanction à Ren Zhiqiang, et ces nouvelles déclarations de Xi, le lien est clair. Ren a été épargné, comme exemple de la nouvelle marche à suivre. D'ailleurs, il y avait eu un précédent, lors d'une conférence sur la **religion** : Xi déclarait que le pays « soutiendrait la formation des prêtres... pour les préparer à exercer leur apostolat... dans la confiance de leurs ouailles ». En renfort, la presse citait le **séminaire islamique de Pékin**, qui devrait « aider cette église à faire que ses imams suivent la voie de la paix ». Le maître-mot dans ce discours était le même que celui employé vis-à-vis des intellectuels : la confiance. Xi Jinping admettait que sans confiance en leur clergé officiel, les fidèles se tourneront vers la clandestinité. Or pour susciter cette confiance, le clergé doit pouvoir gérer ses affaires à distance plausible de l'Etat, qui doit limiter son interférence aux affaires du « monde », sans toucher aux dogmes.

En fait de religion, cette dernière position rectifie la précédente, beaucoup

plus dure : Xi affirmait sa volonté de « rééduquer » les prêtres selon une ligne « patriotique ». Ainsi, sur ces deux domaines, politique et religieux, Xi a infléchi sa doctrine vers un même sens, à vrai dire très inattendu : confiance et tolérance.

Pourquoi ce revirement ? Une partie de l'opinion est sûre qu'il s'agit d'une tentative de Xi pour adoucir son image d'homme à poigne. Une telle théorie est certes concevable—mais en politique chinoise, rien n'est simple.

Notoirement, Ren Zhiqiang est un proche de **Wang Qishan**, patron de l'anticorruption, pilier du pouvoir de Xi Jinping. Or la dernière rumeur affirme que cette attaque contre Ren aurait été orchestrée par **Liu Yunshan**, chef de la propagande, qui visait Wang Qishan. Ce qui dévoile une toute autre grille de lecture : derrière le rideau se déroulent deux conflits, un d'hommes, et un d'idées. Dans les deux cas, Xi a pris le parti de Wang, et celui de la tolérance—signe avant-coureur possible d'une fin de la chasse aux sorcières.

Que cela soit vrai ou non, les vents politiques actuels, depuis l'arrivée de Xi, soufflent toujours :

- Dans l'Anhui, lors d'une visite du Président fin avril, une nouvelle chanson élogieuse de « Xi Dada » (习大大, ou « Papa-Xi ») tournait en boucle sur internet, bravant le discret effort depuis Pékin pour calmer cette campagne de culte de la personnalité.

- En publiant la semaine passée son discours de décembre devant le Bureau Politique, Xi fait feu de tout bois contre toutes sortes de concepts ou de groupes sociaux, « débats impropres », « cabales et cliques », barons du régime et leurs familles, « capitalisme occidental » ou « libéralisme ».

- Xi fait aussi diviser par deux (à 47 millions de \$) le budget de l'année de la **Ligue de la Jeunesse**, le fief de son prédécesseur **Hu Jintao**, accusé d'« élitisme et d'inefficacité ».

Clairement, une bagarre fait rage, contre tous les rivaux de Xi, en préparation du XIX Congrès de 2017.

Economie : La Chine en quête de relance



Le Conseil d'Etat l'avouait le 4 mai : l'**investissement privé** est à la traîne au 1er trimestre, avec une croissance de 5,7%. En décembre 2015 pourtant, il faisait encore de 10%, et 6,9% en janvier-février 2016. Il recule donc, face à un secteur public gavé de crédits par un Etat angoissé par le risque d'une avalanche de faillites. Ce trimestre, les consortia d'Etat ont cru de 10,7%, maintenant le PIB à 6,7%. Pour relancer le privé, le 1er ministre **Li Keqiang** annonce l'introduction d'une **aide à la location**, surtout dans les petites villes, destinée aux petites gens (migrants, jeunes actifs...). Il en escompte une réduction des logements vides, et par rebond, stimuler l'investissement immobilier.

Cette mesure va de pair avec le grand nettoyage de l'**e-finance**, après divers scandales, comme celui en janvier de [la plateforme de crédit P2P eZubao](#), ayant englouti avec plus de 50 milliards de ¥. Une agence interministérielle pilotée par Yang Yuzhu calcule qu'en 2015, les cas de « collectes illégales » ont augmenté de 70%.

Toutefois, le Conseil d'Etat prend soin de spécifier que le recadrage ne vise pas les « **petits opérateurs** », agissant selon la loi. Il est essentiel de ne pas décourager les **startups**, moteur d'avenir des services.

Les « **quasi-assurances** » en ligne, sont aussi dans le viseur, recadrées le 4 mai par l'organe de tutelle **CIRC**. CIRC cite le cas de **Quark** (Shanghai) enregistré comme « *groupement d'assistance mutuelle* » et non « *assurances mutuelles* » astreintes à 100 millions de ¥ de dépôt. Il offre six contrats à très bas prix, dont celui promettant jusqu'à 300.000 ¥ de prime en cas de « *maladie*

grave », moyennant 9¥ par an, par assuré. A ce prix plus que modique, Quark a rassemblé 330.000 sociétaires et engrangé 3 millions de ¥. Mais la CIRC avertit, ce type d'amateurs-assureurs ne pratique ni les barèmes actuariels (le ratio idéal entre rentrées et sorties), n'a pas les réserves suffisantes, et n'est pas supervisée par l'Etat. Pour Andy Ng, analyste chez EY, « *il était temps pour la CIRC de réagir pour éviter l'explosion du nombre des quasi-assurances, puis de leurs faillites* ».

De son côté, la CSRC, tutelle de la **bourse**, déterre la hache de guerre contre les **futures**, ces bourses des **denrées** livrables entre 3 mois et 5 ans plus tard. Ces « futures » ont toujours fait l'objet de spéculation, mais ces derniers temps, les contrats s'échangent à vitesse vertigineuse. En avril, à 30 milliards de \$, la bourse du maïs à Dalian frisait le décuplement des échanges, en dépit de cours érodés de 10% ce mois-là. Début mai, les efforts de régulation parvenaient à faire retomber les cours aux niveaux du mois précédent.

Le recadrage prend aussi une composante de **censure**. Elle frappait hier la presse et les réseaux sociaux, sur des thématiques politiques. Puis elle ciblait avocats, travailleurs sociaux et membres du Parti trop audacieux. Puis depuis février, elle touche les banquiers et cadres financiers, adjurés de défendre une « *vision positive* » de la conjoncture. La Banque de Chine stoppait alors la publication des commandes de devises par les banques, prétextant que ces données ne « *reflétaient plus correctement les flux de capitaux* » du pays—en réalité pour cacher la fuite des capitaux.

La presse doit aussi passer sous silence le plan « **prêts contre parts** », par lequel l'Etat veut désendetter les consortia en transférant 1000 milliards de yuans de dettes irrécupérables à leurs créanciers (banques), en contrepartie de leurs parts en bourse.

Un édifiant exemple s'impose : **Huarong Energy** (*ex-chantier naval Rongsheng*), doit 22 milliards de ¥ dont 17 milliards dans

l'année. Ce groupe privé avait subi une première tentative de sauvetage qui le convertissait en *pétrolier* en lui transférant la propriété d'hydrocarbures au Kazakhstan. Huarong négocie à présent l'effacement chez ses 22 banques créancières, de 14 milliards de dettes, contre l'équivalent en ses parts en bourse de Hong Kong. Mais au bout d'un an, seuls 12 créanciers étaient plus ou moins d'accord, et seuls 323 millions de ¥ étaient réellement « transférés ».

Même si ce montage aboutissait, le dossier « Huarong Energy » ne compte que pour 2% dans le plan de l'Etat. Et surtout, sur le fond, la formule est un désaveu des promesses de 2012 de « *laisser-faire le marché* », laisser fermer les groupes en faillite.

Autre dossier sensible : l'**expiration des titres de propriété privée**. A Zhengzhou (Henan), après 20 ans, les titres de propriété d'appartements arrivent à terme. Pour les reconduire, la mairie exige jusqu'à 33% de leur valeur actuelle... Ce « fait du prince » fait risquer la dépossession, et cause une mobilisation peu compatible avec la stabilité sociale.

Le problème s'annonce bien plus délicat encore pour le volet rural de cette propriété privée : les 200 millions de « *petits propriétaires* » dont les biens sont collectivement sous l'ombrelle d'un « **grand propriétaire** », hobereau rouge local, souvent (ex-)militaire.

Qu'advient-il si l'Etat laisse les mairies à l'avenir renouveler les titres à des conditions équivalant à une confiscation ? C'est une épée de Damoclès parmi d'autres, suspendues sur la tête de la population —et du pouvoir central. Par bonheur, la plupart des titres urbains sont fixés à 70 ans, léguant le dossier à la prochaine génération... En 2007, le gouvernement avait fait réviser sa **loi de propriété**, alors stipulant que les titres étaient prolongeables, mais en se gardant d'en préciser les modalités. Il peut à présent commencer à regretter l'occasion perdue.

Sport : Le grand plan du football 2050, une pyramide inversée



Dès 2012, Xi Jinping avouait son rêve de voir un jour la Chine accueillir la Coupe du Monde, le « 11 » national se qualifier, et enfin, la gagner. Mais son chemin reste long pour y parvenir, alors que la Chine stagne autour du 80^{ième} rang mondial.

Depuis, toute la Chine s'ingénie à faire décoller le « *ballon rond* ». Le dernier mercato d'hiver fut celui de tous les records : les clubs de la Ligue chinoise (CSL) déboursèrent 334 millions d'€ pour des joueurs étrangers tels **A. Teixeira**, **Ramires** (ex-Chelsea) ou **E. Lavezzi**, l'Argentin (ex-PSG).

Li Ruigang, PDG du groupe *China Media Capital*, allongea en octobre 2015 plus d'un milliard d'€ pour 5 ans de droits TV sur les matchs de CSL, dont 270 millions d'€ pour 2016 et 2017. Mais en cédant en mars 2016 ces saisons pour 360 millions, avec 25% de profit, il prouva qu'il avait vu juste.

Annoncé depuis 2015, l'Etat vient de publier son **grand plan** : en 34 ans, d'ici **2050**, il ne vise rien de moins qu'un onze national parmi « *les meilleurs au monde* ». Et d'ici 2020, « *deux à trois clubs professionnels* » devraient dominer le niveau asiatique.

Dès 2020, Xi veut compter sur 50 millions de licenciés dont 30 millions de juniors – un tiers de tous les adolescents du pays ! Les deux tiers des jeunes devraient recevoir leur formation dans 20.000 **académies**, quoique le pays n'en ait encore que 10.000 à ce jour—elles devraient être 50.000 d'ici 2025. 50.000 **entraîneurs** seront formés d'ici là, et 70.000 **terrains** créés d'ici 2050.

Le plan veut aussi changer la pratique, multiplier les matchs. Dès 2015, 100.000

rencontres étaient disputées par 2,7 millions de jeunes.

Tout cela représente un lourd **effort financier** : l'Etat contribuera par voie de subventions et d'allocations de terrains aux écoles et aux clubs. Il veut encourager les grands clubs à entrer en **bourse**. Il s'agit de faire du ballon rond un secteur productif, chargé de divertir les masses, comme dans la devise latine « *du pain et des jeux* ».

Suite à l'appel du Président, les initiatives scolaires se multiplient. À Canton, une école de foot de l'université des Sports accueillera en septembre 100-150 élèves en un cursus de 4 ans de **formation d'entraîneur**.

Dans cette ville, **Chen Guangjun**, vice-président de la *zone de libre-échange*, appelle les clubs étrangers à installer en sa zone, leurs centres de formation - nets d'impôt.

En décembre 2015, le centre sportif de **Zhongke** (Pékin, cf photo) recevait en stage 100 espoirs garçons et filles, avec 9 entraîneurs étrangers dirigés par l'espagnol **Rafael Gil Sanchez** (ex-entraîneur du club de Malaga), et **Ma Yuan'an**, l'ex-entraîneuse du 11 national féminin. Au programme : techniques de foot, sciences, art et anglais.

Sur le fond, comment évaluer ce très ambitieux plan national ?

Selon **Rowan Simons**, expert du foot chinois et président du 1er club de football sino-étranger à Pékin (*le China Club Football, fondé en 2001*) le problème fondamental est que le plan élude une fois encore le besoin essentiel d'autonomie, d'une **séparation du football et de l'Etat**.

Certes, l'Association Nationale du Foot a été épurée de ses caciques de l'Administration des Sports (CFA), mais ce fut pour mieux recevoir ceux du ministère de l'Education ! A leurs côtés, se sont ajoutés des professionnels issus des clubs, mais ils s'avèrent âpres au gain.

Ce plan rate ainsi l'autre objectif principal : nettoyer le football de sa

corruption. Trop de primes et subventions s'y déversent, sans contrôle. R. Simons déclare que ces fonds ne sont souvent pas nécessaires : certains clubs amateurs parviennent à fonctionner sans aide, mais avec le simple combustible de la passion et du dévouement collectif.

L'expert compare le modèle footballistique occidental à une **pyramide** : avec une large base de soutien provenant d'un engouement populaire pour ce sport, ses championnats et ses clubs étant encadrés par des fédérations aux cadres élus. En Chine par contre, la pyramide s'inverse : un aréopage d'experts nommés par le Parti rédige le scénario sur l'avenir du sport, orientant le ballon rond vers une pratique d'élite, en évitant autant que possible l'autonomie des clubs et des structures.

Le meilleur exemple est l'académie d'Evergrande à Canton, qui forme 2.500 jeunes par an. Mais avec le même budget, on pourrait en initier 100.000 dans les écoles publiques. De plus, quel intérêt peut-on attendre des 50.000 entraîneurs formés d'ici 2025, si ceux-ci ne reçoivent pas d'incitation matérielle à valoriser le football dans leurs classes d'éducation physique ?

Car une autre racine du problème vient de l'**éducation**. Les parents ont tendance à décourager toute pratique sportive. Ils la considèrent comme une distraction inutile à l'avenir professionnel de leur enfant, et en négligent les bienfaits, comme le dépassement de soi ou le jeu en équipe. Ils veulent d'autant moins y inscrire leur fils que le football n'a pas bonne réputation. **Bai Qiang**, CEO de Sport 8, recommande donc d'introduire un **système de bourse sportive**, similaire à celui pratiqué avec succès aux Etats-Unis.

Enfin avec ce plan, l'Etat fait un pari risqué : en mettant sa priorité sur le football, il risque de défavoriser d'autres sports. De plus, qu'advient-il du football en 2022 à l'issue du mandat de son supporter n°1, Xi Jinping ? Parmi les professionnels, on commence à y songer...

Agriculture : Céréales, la révolution silencieuse



Pour la première fois en 12 ans, la récolte 2015-2016 de **blé** en Chine chutera de 100.000 tonnes. Malgré cette baisse, elle restera tout de même en tête des nations avec 130,5 millions de tonnes, soit 21% de la récolte mondiale (*juste derrière l'Europe des 28*).

Donc, pas de quoi s'alarmer : la demande sera de 110 millions de tonnes, soit 17% de celle mondiale, selon les chiffres de la *Conférence Nationale des récoltes prévisionnelles* du 22 avril. De plus, les stocks de blé chinois restent importants.

1ère raison à ce recul : l'**exacerbation de l'effet el Niño**, une variation du **Gulf Stream** dérégulant le climat autour des océans. Cet effet inquiétant peut expliquer en partie le récent revirement de la Chine se ralliant au plan de l'ONU contre le réchauffement climatique, en décembre 2015 à la COP21 de Paris.

Une autre raison est admise : la disparition rapide des « **ceintures vertes** » des villes, grignotées par les projets d'urbanisation. L'Etat estime la perte en emblavures d'ici 2025 à 0,9% du total (*110 millions d'hectares*), en dépit des milliards de yuans investis dans leur maintien. Ces efforts n'ont pu empêcher les terres à blé d'être réduites de 20.000 hectares en 2015-2016, à 24,12 millions d'hectares.

Selon l'étude du journal *Natural Climate Change*, le **changement climatique** fera reculer en Inde ou en Chine le blé irrigué de 4%. L'enquête menée sur 6 pays voit la perte en partie compensée par un gain de 10% au blé « *de pluie* ». Peut-être de ce fait, l'**Office National des Grains** croit voir la récolte de blé augmenter de 2% d'ici 2025, à 133 millions de tonnes, aidée par l'introduction de **variétés à meilleur rendement**, voire de synergies

avec des produits phytosanitaires issus du rachat du consortium helvétique **Syngenta** par **SinoChem**.

Cet espoir est-il plausible ? Probablement, mais il faut aussi prendre en compte d'autres causes de baisse de récolte en Chine, moins mises en avant par le régime. L'une est la **raréfaction de la main d'œuvre agricole**, suite à l'exode rural. Seuls les vieux paysans restent au village pour cultiver les lopins, avec moins de force et de dynamisme pour moderniser. Un autre handicap est la ponction de l'irrigation sur les **nappes phréatiques**. Par conséquence, leur niveau baisse de dizaines de mètres, induisant des phénomènes de subsidence (*affaissement du sol*) et de remontée de sels minéraux (arsenic, métaux lourds...). Les cas d'empoisonnement des récoltes se multiplient ces dernières années.

L'Etat réagit tardivement pour protéger la **ressource aquifère**, avec la publication l'an passé d'un grand plan décennal doté de centaines de milliards d'euros pour épargner l'eau. La semaine passée, un « *Institut des affaires environnementales publiques* » publiait une 1ère **carte nationale de la pollution**, selon 13 types d'effluents, qui donnera enfin aux cadres et aux ONG les moyens d'identifier plus vite les emblavures polluées.

Ren Zhengxiao le directeur national de l'Office des Grains, lors de cette conférence, réitérait la promesse de l'Etat de ne déstocker que des céréales saines...

Bilan : les plaines à blé du Hebei et du Dongbei ne peuvent plus supporter la **production intensive** des 30 dernières années, sauf moyennant un changement complet de moyens agronomiques. Ceux-ci sont urgents et indispensables. Selon Ren, les autorités font face à une demande « *rigide et en hausse constante* » en grains, pour consommation directe, ou comme aliment du bétail, ou comme matière première de bière et alcool. La Chine s'enrichit, consomme plus de viande, poisson, lait, et voit sa natalité redémarrer, d'où plus de bouches à nourrir.

A long terme, pour le pays, la bataille est engagée sur les champs de Chine, pour

une agronomie maintenant un équilibre délicat entre quantité, qualité et « *durabilité* ». Un grand pas en ce sens a eu lieu en avril avec l'abandon du **prix garanti du maïs, du blé et du coton**. Ce prix, jusqu'au double du mondial pour le maïs, était la cause n°1 de la surcharge du **stockage public** de cette céréale.

Sur ce chapitre, M. Wen, à la conférence nationale, se plaignait d'entrepôts souvent médiocres, causant des destructions par la vermine ou la germination. Quant au montant des pertes, l'Etat garde jalousement les chiffres secrets, mais les spécialistes étrangers les évaluent : d'après les Etats-Unis, la réserve en maïs atteindrait 250 millions de tonnes (*un an de consommation de la nation*) et la perte à 20 millions de tonnes au bas mot pour « *10 milliards de dollars par an* ».

Ren déplore au passage l'apathie du secteur privé pour créer son propre stockage, complémentaire à celui de l'Etat. De ce fait, Pékin n'a d'autre choix que d'annoncer la construction ou rénovation de silos dans les provinces « *greniers à blé* », mais vu les volumes titanesques à « *reloger* », les moyens ne suffiront pas, selon toute probabilité.

L'indifférence des acteurs privés pour le stockage, permet de deviner un dernier secret de l'agronomie chinoise, qui en compte décidément beaucoup : l'Etat n'a pas encore dit par quoi il compte remplacer le prix garanti ? Car il faut inciter le paysan à produire davantage pour le marché, et pour lui éviter de perdre son gagne-pain ou même de laisser ses champs en jachère, allant gagner sa vie ailleurs. Les céréaliers américains s'attendent à voir émerger une nouvelle grille de prix alignée sur les cours mondiaux, et intégrant (si les critères sont remplis) une **prime à la production durable**. La toucherait par exemple le fermier réduisant son usage d'engrais, aujourd'hui le quadruple de la moyenne occidentale.

Sur cette révolution silencieuse en route, on verra sans doute plus clair, d'ici la fin de l'année.

Technologies & Internet : Baidu en pleins remous



En 2014, **Wei Zexi**, 19 ans, étudiant à Xi'an (*Shaanxi*), fut diagnostiqué d'un cancer rare. Plusieurs traitements échouèrent. Désespéré, il chercha alors sur **Baidu**, le moteur de recherche aux 700 millions d'utilisateurs et au quasi monopole grâce au Grand Firewall chinois. Il y trouva dans les premiers résultats de la recherche « *anti-cancer* », un traitement de pointe très séduisant. Co-développé par **Stanford** (USA), dispensé à Pékin par l'hôpital n°2 de la police armée, il consistait en une culture *in vitro* de cellules immuno-actives du

patient, réinjectées ensuite pour détruire les cellules malades. Seul souci, le prix exorbitant : 200.000 yuans. Mais la famille se cotisa, puis Wei reçut à 4 reprises le traitement.

Nonobstant, au fil des mois, le mal triompha. Avant son décès le 12 avril, Wei publiait sur internet un brûlot vengeur, accusant Baidu de s'être laissé acheter par des charlatans pour vanter un remède « bidon ». En fait, il ne s'agissait pas d'un article, mais d'une publicité – *une mention figurait bien sur la page, mais en petits caractères*. Quant à l'implication de Stanford, on découvre sur Google que l'institut médical avait abandonné ces recherches. L'hôpital n°2 ne pratiquait pas directement le traitement, mais le laissait administrer dans ses murs par Putian, gros groupe privé. Depuis le décès de Wei, il a fermé ses portes à tout nouveau patient.

Sur la toile, l'affaire suscita colère en

Chine, et une perte d'image pour Baidu, dont l'action perdait 8% en bourse de New York, 5,3 milliards de \$! L'Etat chinois même, prit l'affaire très au sérieux : trois organes publics dont **l'Agence nationale du cyberspace** ont ouvert une enquête, qu'ils promettent de rendre publique. Plusieurs analystes s'attendent à une sanction sévère, amende ou même retrait de licence publicitaire sur le marché de la santé. Des contrôles stricts devraient suivre, en complément à la récente « *loi de publicité médicale* ».

Enfin, cela pourrait être une bonne occasion pour l'Etat d'affaiblir le monopole de Baidu, qui jouit de trop de pouvoirs, en tant que voix unique de la recherche en ligne. Une punition exemplaire satisferait aussi l'opinion, sur un dossier où les intérêts du régime ne sont pas directement engagés : sanctionner Baidu serait faire d'une pierre deux coups.

Santé : Puériculture - la grande surprise



Suite à l'assouplissement de la politique de natalité, annoncé en octobre 2015, [entré en vigueur au 1er janvier](#), ouvrant à tous les couples le droit à un second enfant, les médecins ne s'inquiètent guère sur les résultats concrets à en attendre : 40 ans de **planning familial** contraignant avaient fait [perdre aux gens le goût des familles nombreuses](#). Élever un second enfant est prohibitif, les jeunes adultes préférant consacrer leur vie aux loisirs ou à la carrière. Aussi, en novembre, **Fang Laiying**, chef de la Commission du Planning familial à Pékin, prédisait pour sa ville, en 2016, 50% de bébés de plus qu'en 2015, soit 300.000.

Mais sept mois plus tard, il fallait tout réviser : Pékin héritera plutôt de 400.000 nourrissons cette année. Dans toutes les métropoles s'impose la même tendance, laquelle met la pression sur les maternités.

Les hôpitaux pékinois peuvent aujourd'hui accueillir 275.000 naissances dans l'année. Selon la presse, l'objectif est de doubler le nombre des lits. 90 millions de Chinoises, dont plus de la moitié ont entre 40 à 49 ans, sont concernées. Bon nombre d'accouchements seront donc à risque, nécessitant des hôpitaux de classe « A » - une situation à prévoir.

C'est un véritable casse-tête pour les écoles : jusqu'à 90% des enseignants sont des femmes, et beaucoup sont tentées par une seconde maternité. D'autant qu'elles peuvent compter sur ce privilège des fonctionnaires, 7 mois de congés au lieu de 5 ou 6 dans le privé !

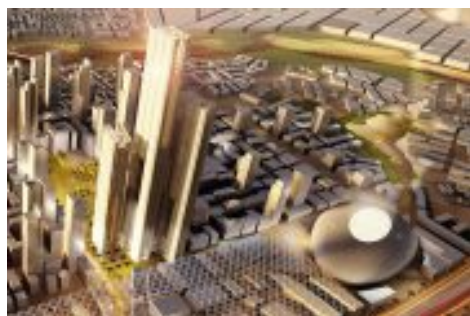
Une autre tendance touchant à la santé

infantile est moins souriante : en 2014, un garçon chinois sur 6, et une fille sur 11 sont **obèses**, selon l'enquête menée par la **European Society of cardiology** sur 28.000 enfants du Shandong entre 7 et 18 ans, suivis de 1985 à 2014.

La cause n°1 de l'obésité est la consommation, encouragée par les (grands-)parents, de produits trop sucrés (dont boissons), [trop salés](#), trop gras (fritures), et le manque de sport. Les mauvais chiffres des garçons expriment la préférence dont ils font l'objet. Et si rien n'est fait d'ici 20 à 30 ans, la société chinoise fera face à des millions de cas de diabète.

Les auteurs de l'enquête réclament la constitution d'un « *Comité de santé publique* » pour sensibiliser les parents. Ils ont pour cela un argument choc : à Hong Kong, où la tendance était en 2009 la plus marquée de Chine avec 22% d'obésité infantile, un tel programme a permis de faire reculer le fléau de 2% en 5 ans. Cela vaut la peine d'y réfléchir.

Architecture - Urbanisme : Le nouveau Caire sera chinois ou ne sera pas



Démessuré, ce futur nouveau **Caire**, à 50km de l'actuel, 700 km² pour 7 millions d'habitants, doit sortir du désert d'ici 2023.

La première phase a été confiée en janvier à la **CSCEC** (*China State Construction Engineering Corp*), pour un budget de 2,7 milliards de \$, avec participation de l'**AIIB**, la banque sino-internationale. En avril, les engins de terrassement de groupes locaux de génie civil s'ébranlaient pour les premiers travaux, voirie, égouts, communications. Suivront Palais des Congrès, Parlement et 12 ministères, à bâtir d'ici 2019.

Pour la ville complète, la presse cairote

évoque un coût de 45 milliards de \$, dont un tiers serait payé par Pékin en prêts, dons et déclarations d'intention.

Un doute sur ce projet, tient à l'**absence de déclaration officielle chinoise de financement**. Un autre réside dans le décorum grandiose du projet d'**Abdel al Sissi**, le Général-Président de la République. L'aéroport international doit dépasser en taille celui d'Heathrow, les gratte-ciel plus haut que la tour Eiffel, le parc municipal plus grand que Central Park à New York, le parc d'attraction doit faire le quadruple du Disneyland d'Anaheim (Californie) tandis que le réseau d'avenues et boulevards aspire à une longueur de 10.000km...

Tout cela fait somptuaire, et n'est pas forcément dans les besoins ou les moyens de la capitale d'un pays pauvre, de surcroît plongé dans les affres d'un climat insurrectionnel. Cet appareil s'inscrit bien sûr dans la tradition grandiose d'une Egypte fière de son passé antique. Mais il porte aussi la griffe du Président d'un régime militaire, isolé,

et qui a besoin d'impressionner.

Coïncidence : cette demande complète à 100% celle d'une Chine anxieuse de réussir son entrée dans le monde comme développeur et dispenseur de croissance, avec son plan stratégique de « **une ceinture, une route** ». Sous cet angle, donner à la première ville d'Afrique son nouveau visage de puissance, serait une vitrine intéressante.

Argument contre : où trouver l'argent, alors que partout, la Chine resserre ses budgets pour passer à une économie durable ?

Enfin, en Egypte-même, beaucoup de critiques et de doutes accompagnent le projet : nombre de tentatives de redéploiement urbain au Caire, ont abouti à des villes-satellites peu réussies et peu rentables.

Sur le fond pourtant, une telle vision urbanistique futuriste a un sens, et même une urgence : au Caire, des milliers de foyers colonisent les cimetières, et les 18 millions de Cairotes, seront 40 millions d'ici 2050. A tel chantier, on ne peut donc que souhaiter bonne chance !

Energie : Barrage de Suwalong, un mammoth utile ?



Aux confins du Tibet et du Sichuan, le groupe **Huadian** entame la construction d'un barrage hydroélectrique à **Suwalong**, le premier sur la **Jinsha**, le cours supérieur du Yangtzé. Le coût dépassera les 3 milliards de \$, et le tablier les 112 mètres de hauteur. Le réservoir contiendra ses 674 millions de m³, et la capacité de production fera 1,2 GW (*plus puissant qu'un réacteur nucléaire conventionnel*), à partir de 4 turbines.

Le cours sera détourné fin 2017, laissant place au chantier du barrage, qui doit être mis en eau en 2021, pour produire 5400 GWh par an—soit le double en puissance, du barrage de **Zangmu**

inauguré en octobre 2015 sur le **Yarlung Zangpo (Brahmapoutre)**. C'est aussi le premier ouvrage sur le haut cours du Yangtzé et le premier outil du projet de transmission par super-haute tension vers la côte. Le gouvernement « *espère* » que ce projet va ouvrir la voie à des projets équivalents sur les cours voisins, la **Nu (Salween)**, le **Langcang (Mékong)**.

Comme tous les projets géants chinois, ce concept suscite des passions opposées, entre « *pour* » (du Parti) : car, la rétention de l'eau en réservoirs, permet à la Chine d'allouer de forts volumes à son irrigation intérieure—et les « *contre* » (environnementalistes). En effet, le Tibet, parfois nommé « le 3ème pôle terrestre », est la réserve en eau de l'Asie, et l'on ignore l'effet à long terme de cette domestication aveugle de ses cours, cumulée au réchauffement global. Les 35.000 glaciers du Tibet pourraient avoir fondu d'ici 30 ans, asséchant les fleuves, et causant une catastrophe vivrière pour les voisins, de l'Inde, au Bangladesh en passant par Cambodge, Laos ou Thaïlande.

Concernant la **répartition**, la Chine

promet aux pays riverains de négocier, et vient de relâcher ses vannes sur le Mékong quelques semaines. Mais, même en cas de gestion concertée en « *bon père de famille* », la dépendance envers la Chine est ressentie de façon aiguë par les voisins.

Le dernier problème est insolite : avec la quasi-récession présente, la **demande en électricité** a baissé, le cours mondial aussi, et nombre de ces barrages ont perdu en pertinence par rapport au moment de leur conception. En 2014, plus de 20.000 GWh ont été « abandonnés » —*l'eau passant dans les conduites sans entraîner les turbines*— dans les seuls barrages du Sichuan et du Yunnan. En 2015, ce volume d'énergie non produite aurait doublé.

On assiste ainsi à une scène étrange : des barrages potentiellement inutiles, malgré tout construits, pour des milliards de \$ peut-être gaspillés. Tout cela pour assurer le travail des ouvriers, les enveloppes des promoteurs (*on parle souvent de 5% du coût du projet*), et « *les intérêts stratégiques de la nation* ».

Petit Peuple : Guanmashan (Jilin) - La grande aventure de Sun Jifa, aux mains d'argent (2ème partie)



Résumé de la 1ère partie : Resté manchot à 28 ans suite à un accident d'explosifs, Sun Jifa met 4 ans à fabriquer sa première paire de prothèses, pleines de maladroites techniques. Mais il n'abandonne pas. En travaillant, il découvre un sens inattendu à sa vie : une passion de perfectionnisme, une mission altruiste de s'aider pour mieux aider les autres.

En 1984 à Guanmashan (Jilin), une fois passée la trêve du Nouvel An lunaire, Sun Jifa se remit avec rage à bâtir ses bras artificiels, bouillant de montrer ses progrès dans la maîtrise de la mécanique du corps humain, et de crier au monde qu'en le mutilant, la mort avait perdu la bataille !

Deux sentiments contradictoires brûlaient en lui avec un même feu : la revanche contre le démon du mal, et la jubilation de pouvoir faire surgir son œuvre de la glaise du néant.

Il connaissait sur le bout des doigts ses atouts, les forces en présence dans ce combat pour la dignité et pour l'humanité. Depuis son accident, il avait remusclé et rééduqué ses épaules et ses avant-bras, ses pieds, son front et même ses lèvres - toutes ces régions du corps étant désormais prêtes à s'investir dans leur nouvelle mission.

Il l'avait découvert à la longue, au-delà de la technique et de la mécanique, un de ses problèmes touchait à l'esthétique et au psychologique. Deux autres manchots qui lui rendaient souvent visite à son atelier, lui avaient confirmé ce fait de la nature : l'homme qui venait de perdre une main ou un bras, ne pouvait habiller son moignon d'un corps étranger disgracieux. La prothèse devait bien sûr récupérer un maximum de

fonctionnalité, mais sans oublier de suivre les formes de son modèle de chair, sa souplesse, son volume. Et puisque le rose perlé de la peau tendue sur la chair ne pouvait être imité, Jifa s'imposa comme règle, pour toutes ses prothèses, le port de gants gris anthracite.



Autre souci : comment faire que la main artificielle soit préhensile, enserrant avec force contrôlée (sans les broyer) les objets de la vie courante ? Il fallut 20 ans à l'inventeur, quatre générations de prototypes pour trouver la solution. Ses machines comporteraient cinq doigts articulés à trois niveaux (phalanges, phalanges, phalanges), dont un pouce sur axe perpendiculaire. En position normale, la prothèse resterait longiligne. Mais en tirant sur une manette au moyen d'un levier actionné par l'autre bras, la main se refermait, serrée par une série de cordons et de poulies.

Le coup de génie de Jifa, fut d'avoir créé une machine fonctionnelle, tout en faisant l'impasse sur tout moteur et toute électronique. Il imagina aussi de changer de prothèse plusieurs fois par jour, selon les activités projetées. L'une lui permet de jouer de l'harmonica, l'autre de manger ou de boire ; une autre main lui permet de se brosser les dents, et une autre de téléphoner - son smartphone étant aimanté sur sa face arrière pour venir se coller à l'avant-bras métallique, sans tomber en position verticale, entre bouche et oreille.

D'autres prothèses lui permettent tour à tour de scier, de souder à l'arc, de ratisser ou bêcher, ou conduire le tracteur... En un mot, il n'est d'activité que Jifa n'ait su

reconquérir. Dernièrement, son passe-temps préféré est de tenir dans ses bras, caresser de sa main gantée, son petit-fils.

En 36 ans de ce métier réinventé, Sun Jifa a vu sa notoriété franchir les frontières de la province, à essaimer l'espoir : deux à trois par semaine, il reçoit, venus parfois de très loin, des mutilés de naissance ou par la force du destin. Ils débarquent la supplique à la bouche, et au dos un cabas de billets de banque. Même s'il est contraint de leur imposer une liste d'attente, il ne repousse ni ne déçoit jamais ces frères de destin. Pour eux, il a fabriqué plus de 1000 bras ou pieds articulés, sur mesure : « maintenant que j'ai trouvé la solution, dit-il, et pu créer des prothèses à bas coût, que les industriels commercialisent à un prix éhonté, je veux en faire profiter les autres » !

On s'étonnera qu'avec cette motivation, Jifa n'ait jamais pensé à en faire commerce. Mais l'argent ne l'intéresse pas...

Depuis plus de 10 ans, ses amis et des milliers d'inconnus ne le désignent plus que sous l'inévitable vocable de « Jifa, bras d'acier ». Le sobriquet recouvre deux images assez contradictoires, voire conflictuelles.

D'un côté, à en croire le préjugé odieux véhiculé en Chine de génération en génération, Jifa est un maudit et un perdant, puni par les Dieux pour des péchés invisibles mais forcément existants, à moins que ce ne soit ceux d'un de ses ancêtres pour qui il expie encore à présent. C'est l'expression d'un châtement céleste, qui encourage les hommes à le châtier davantage, par ostracisme.

Mais de l'autre, Sun est aussi un gagnant de la plus belle espèce : ayant osé reconquérir une à une toutes ses fonctions dont il avait été privé. Il avait donc défié les Dieux, refusé leur verdict, et gagné la bataille. De ce fait, Jifa s'est ni plus ni moins élevé à leur hauteur, digne d'un surhomme et d'un héros mythique. C'est à cette altitude que nous autres, au Vent de la Chine, souhaitons le garder !

Rendez-vous : Semaine du 9 au 15 mai 2016



10- 13 Mai, Pékin : CHINA SIGN Expo (4N Show), Salon international de la publicité : nouveaux médias, nouvelles technologies, nouveaux équipements et matériaux

10- 13 Mai, Pékin : IPM China, HORTIFLOREXPO, Salon international des plantes et fleurs

11-13 mai, Chongqing : China WATEP Expo, Salon international du traitement

de l'eau et des équipements pour la protection de l'environnement



11-13 mai, Nankin : CIMPS-EUROPORT, Salon de l'industrie navale, du transport maritime et des infrastructures portuaires

11-13 mai, Pékin : NGV China, Salon international du gaz naturel et des équipements pour stations de stockage

11-13 mai, Shanghai : International CES Asia, Salon international de l'électronique

11-14 mai, Shanghai : BAKERY, Salon international de la boulangerie et de la pâtisserie



12-15 mai, Shanghai : WTF, World Travel Fair, Salon mondial du voyage

13-15 mai, Canton : Asia POOL & SPA Expo

13-15 mai, Canton : LOCK China, Salon international de la serrurerie

13-15 mai, Canton : STELL BUILD, Salon international de la construction en acier et des matériaux de constructions métalliques